



**Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate**

**Climat : le Québec n'atteindra pas ses objectifs  
sans transformer le secteur des transports**

**Gens d'affaires et environnementalistes dévoilent un plan d'action et demandent au  
gouvernement du Québec de passer à la vitesse supérieure**

**Montréal, le 25 janvier 2016-** Un important regroupement de gens d'affaires et d'environnementalistes demande au gouvernement du Québec de passer à la vitesse supérieure en transformant de fond en comble le secteur des transports, dont les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter depuis 25 ans. Réunis sous la bannière de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec, ils dévoilent aujourd'hui un plan d'action qui identifie systématiquement les moyens par lesquels le secteur des transports pourra enfin faire sa part dans la lutte aux changements climatiques.

Fruit d'une importante démarche de concertation entreprise au cours des derniers mois, ce plan s'inscrit dans la foulée de la Conférence de Paris sur le climat et la conclusion d'un accord visant la décarbonisation de l'économie mondiale, en plus de consolider les cibles ambitieuses adoptées par le gouvernement du Québec, soit de réduire les émissions de 80 à 95% d'ici 2050.

**Les émissions industrielles en baisse, celles des transports en hausse depuis 25 ans**

Alors que les émissions du secteur de l'industrie ont baissé de 21 % entre 1990 à 2012, celles associées au transport ont augmenté de 26 % sur la même période. « Atteindre nos objectifs exige que nous passions à la vitesse supérieure et que nous mettions enfin à contribution le secteur des transports dont la croissance des émissions efface pratiquement tous les efforts consentis par les industries québécoises depuis 25 ans. Tous les secteurs doivent faire leur part », ont affirmé les deux coprésidents du Comité transition énergétique de SWITCH, Steven Guilbeault, cofondateur et directeur principal chez Équiterre et Yves-Thomas Dorval, président-directeur général du Conseil du patronat du Québec.

**Les politiques climatiques adoptées il y a 10 ans ne suffisent plus**

« Les politiques climatiques actuelles ne suffisent plus pour atteindre nos cibles ambitieuses. Elles n'ont pas évolué depuis la première phase de politiques structurantes, entre 2006 et 2012, qui nous ont permis de réduire concrètement nos émissions de GES et de consommation d'hydrocarbures. Il est urgent de passer à une nouvelle phase d'action », ont-ils poursuivi. « La transformation du secteur des transports, source principale des émissions de GES au Québec, représente le chantier prioritaire de cette nouvelle phase, sur lequel le gouvernement devra se pencher avec urgence. »

Le Plan d'action mis de l'avant par SWITCH est le fruit de plusieurs mois de travail d'acteurs des milieux industriels, économiques, municipaux, environnementaux et technologiques, déjà engagés sur le terrain dans la lutte aux changements climatiques.

Sur la base d'initiatives concrètes et porteuses, le Comité transition énergétique de SWITCH présente au gouvernement du Québec un Plan d'action ambitieux faisant consensus. Le Comité regroupait les représentants d'Équiterre, du Conseil du patronat du Québec (CPQ), de l'Association industrielle de l'Est de Montréal (AIEM), d'Écotech Québec, de la Fondation David Suzuki, du Mouvement Desjardins, de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), de l'Association canadienne de l'énergie éolienne (CanWEA), de Coop Carbone, d'Energem, de Gaz Métro, de CoeffiScience, de Cycle Capital Management, de Vivre en Ville et de la Société de transport de Montréal (STM).

### **Un Plan d'action basé sur l'approche « Éviter-Transférer-Améliorer »**

SWITCH estime que le gouvernement ne pourra atteindre les objectifs ambitieux qu'il s'est fixés en matière climatique sans de nouveaux outils et de nouvelles décisions politiques structurantes dans le secteur de l'aménagement du territoire et des transports. La transformation du secteur des transports au Québec nécessitera aussi une cohérence d'action avec l'implication de l'ensemble des ministères.

Les membres du Comité proposent au gouvernement une série de 42 actions fondées sur l'approche « Éviter-Transférer-Améliorer ». Cette approche se décline en trois étapes, adaptées de la manière suivante : 1/ éviter les déplacements grâce à un aménagement durable du territoire en milieu urbain 2/ transférer les déplacements vers des modes de transport plus durable et 3/ améliorer les déplacements en misant sur la diminution de l'empreinte carbone des véhicules.

« Les mesures déployées dans le secteur des transports profiteraient autant aux industries, aux entreprises innovantes, aux ménages, aux villes qu'à l'environnement. Un grand nombre d'actions peuvent être déployées très rapidement et d'autres sont à mettre en œuvre de manière urgente », a fait valoir Yves-Thomas Dorval.

### **Éviter : appuyer les efforts des municipalités en matière d'aménagement du territoire**

Au Québec, la transition vers une économie à plus faible émission de carbone s'observe depuis une dizaine d'années déjà. Plusieurs initiatives en matière d'aménagement du territoire ont notamment été menées ces dernières années par les municipalités. « Les municipalités se retrouvent en première ligne dans la lutte contre les changements climatiques, alors que l'accès aux transports collectifs, l'aménagement durable des territoires et la préservation des milieux naturels sont autant d'enjeux dont les solutions sont d'abord locales. C'est pourquoi il est essentiel qu'elles soient soutenues et accompagnées adéquatement dans la mise en œuvre de projets de mobilité et de développement durable innovants et structurants. Des actions locales, un résultat global ! », a indiqué Suzanne Roy, présidente de l'Union des municipalités du Québec et mairesse de Sainte-Julie.

### **Transférer : miser sur les transports collectifs et actifs**

En effet, pour les membres du Comité, le développement des transports collectifs et actifs est essentiel, dans les villes comme en région. Pour Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki, « là aussi, le gouvernement peut aider à changer la

donne et passer à une nouvelle phase d'action. Une nouvelle Politique québécoise de transport collectif (PQTC) avec un financement suffisant et récurrent permettrait par exemple d'atteindre nos objectifs ambitieux en matière climatique et de faire face aux besoins croissants d'augmentation de l'offre de service. »

### **Améliorer : diminuer l'empreinte carbone des véhicules**

Il est urgent de diminuer l'empreinte carbone de nos véhicules et du transport de marchandises en particulier en les rendant plus performants, d'autant plus que des solutions existent déjà au Québec. « L'emploi d'un matériau plus léger comme l'aluminium dans la fabrication des véhicules, l'utilisation de carburants de remplacement tels que les biocarburants de 2e génération ou le gaz naturel pour le transport routier, font partie des solutions disponibles et applicables dès maintenant », a souligné Stéphanie Trudeau, vice-présidente, Stratégie, communication et développement durable, Gaz Métro.

« L'Accord de Paris, conclu en décembre dernier, nous amène à accentuer la transition énergétique déjà en cours à l'échelle mondiale. Le Québec dispose de tous les atouts pour se positionner comme un leader en la matière. Nous avons tout le potentiel pour innover dans le secteur de l'aménagement du territoire et des transports et nous donner les moyens d'encourager les filières en développement telles que la chimie verte, les biocarburants, l'aluminium et l'électrification des transports. On peut le faire, et on doit le faire ! », a conclu énergiquement, Andrée-Lise Méthot, fondatrice et associée directrice, Cycle Capital Management.

Pour lire le Plan d'action du Comité : <http://allianceswitch.ca/publications-switch/> Ce document a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

### **À propos de SWITCH**

Créée en mars 2013, SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec, souhaite accélérer le virage vers une économie verte afin de contribuer à une société québécoise innovante, résiliente, concurrentielle qui réconcilie équité sociale, environnement et qualité de vie. L'Alliance travaille à l'émergence d'une vision et d'un leadership social, politique et économique clairs, au développement d'une plus grande cohérence dans les politiques et les interventions de l'État et à la convergence des initiatives du secteur public, privé, coopératif et mutuel, associatif et de la société civile en faveur d'une économie verte.

L'Alliance regroupe des organisations issues des milieux économiques, financiers, associatifs et environnementaux : Cycle Capital Management, la Fondation David Suzuki, Écotech Québec, la grappe des technologies propres, Équiterre et l'Association de l'Aluminium du Canada. L'Alliance compte sur un ensemble de partenaires qui forment son comité consultatif : Mouvement Desjardins, Enerkem, Innergex, l'Association canadienne de l'énergie éolienne (CANWEA), le Conseil du patronat du Québec (CPQ), Gaz Métro et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ). Pour en savoir plus : [www.allianceswitch.ca](http://www.allianceswitch.ca).

-30-

### **Renseignements :**

Emilie Novales

514-577-5838

[enovales@copticom.ca](mailto:enovales@copticom.ca)